

Costa Rica

Sixième session du GTEPU, 30 novembre-11 décembre 2009

Informations soumises au GTEPU

Le **Rapport national** [A/HRC/WG.6/6/CRI/1] souligne, parmi les organes des droits de l'homme qui traitent des droits des PA, le bureau de l'Ombudsman, la Commission nationale des affaires autochtones – CONAI, et la Commission sur les affaires électorales autochtones (§ 15, 17, 20). De nouveaux instruments statistiques et de recensement permettent de mieux évaluer l'ethnicité (§ 43). Le Ministère du logement accorde une attention particulière aux PA (§ 46). Le développement des services de santé et d'éducation pour les PA comprend l'adaptation de stratégies spécifiques, ainsi que des mécanismes de consultation et de participation (§ 50, 58). Les activités de sensibilisation à la discrimination à laquelle les femmes autochtones font face ont mené à l'adoption d'un Ordre du jour des femmes autochtones, et à une Commission institutionnelle du travail avec les femmes autochtones (§ 80). Devant le Parlement, le projet de loi de développement autonome des peuples autochtones a soulevé un vaste débat (§ 90).

Dans la Compilation des documents onusiens [A/HRC/WG.6/6/CRI/2]:

- l'équipe de pays de l'ONU souligne **l'absence de politiques globales concernant les PA**, en dépit de la Convention 169 de l'OIT, ainsi que les **taux plus élevés de pauvreté, et de mortalité maternelle et infantile**, et les **conditions alarmantes dans les domaines de la santé, du logement, de l'éducation et de l'alimentation** auxquelles les PA font face (§ 6, 35, 37, 46).
- Le CRC fait part de son inquiétude et fait des recommandations (§ 11, 42) concernant **l'accès limité des enfants autochtones aux services de base d'éducation et de santé, et le niveau de vie bas** [CRC/C/15/Add.266, § 18, 19, 58].
- Le CERD et le Comité des droits de l'homme saluent (§ 24) les mesures qui améliorent l'accès des PA à la justice, y compris le Bureau du procureur pour les affaires autochtones, un service de traducteurs en langues autochtones, et des lignes directrices concernant la consultation avec les PA [CERD/C/CRI/CO/18, § 4 ; CCPR/C/CRI/CO/5, § 5].
- Le CERD et le CESCR (§ 32, 39, 42, 44) ont traité et fait des recommandations concernant la **discrimination contre les PA en matière d'emploi** ; leurs **mauvaises conditions de logement** ; la **disparition des langues autochtones** ; et la non-représentation par la CONAI des intérêts des PA ainsi que l'inexécution de sa fonction [CERD/C/CRI/CO/18, § 10, 13, 20 ; E/C.12/CRI/CO/4, § 34, 39, 47].
- Le CERD appelle (§ 45) à garantir le droit des PA à la propriété foncière, à démarquer les terres des PA et à **œuvrer pour une restitution des terres autochtones usurpées** [CERD/C/CRI/CO/18, §15]. En août 2009 (§ 46, 55), le Costa Rica n'avait pas encore fourni au CERD les informations sur l'adoption du projet de loi sur le développement autonome des peuples autochtones et sur la garantie de services de base sur les territoires autochtones [CERD/C/CRI/CO/18 § 9, 12, 24].
-

Dans le **Résumé des renseignements des parties prenantes** [A/HRC/WG.6/6/CRI/3], DHRCR souligne que le Parlement n'a pas discuté de la Déclaration (§ 1), et les limites auxquelles les PA font face en matière de santé, d'éducation, de logement, d'accès à l'eau et aux communications, et de pauvreté à cause du fait que l'État ne prend pas adéquatement en compte leurs besoins, et qu'il ne les consulte pas lors de la définition de ses programmes, en dépit de la Convention 169 de l'OIT (§ 36 ; aussi MNICR, § 44, 45). L'État doit prendre une position proactive dans la reconnaissance et la sensibilisation de la société concernant l'existence des PA et leurs droits (§ 45). MNICR dénonce l'absence de prise en compte des contributions des PA dans les domaines de l'éducation et de la santé (§ 42) ; l'absence de stratégies gouvernementales pour soutenir la restitution de la terre des PA, et la non-reconnaissance par l'État des droits de propriété foncière des organisations traditionnelles (§ 46) ; et la dégradation des ressources naturelles et de la biodiversité des PA à cause de l'envahissement par des colons non-autochtones, des amendements à la législation qui les protège et de l'augmentation du détournement des connaissances traditionnelles des PA (§ 47). MNICR et DHRCR soulignent également les discussions excessivement longues au sein du Parlement au sujet du projet de loi sur le développement autonome des peuples autochtones, qui garantirait l'intégration des PA dans la prise de décisions et les politiques publiques (§ 48).

Parmi les **questions présentées à l'avance** au Costa Rica, l'Allemagne s'enquiert de l'amélioration de l'accès des enfants autochtones aux services d'éducation et de santé de base. Le Royaume-Uni s'enquiert des mesures pour combattre la discrimination contre les PA. Le Danemark s'informe de la garantie de respect des droits des PA. La Hongrie s'enquiert de la lutte contre la pauvreté chez les PA.

Document final

Dans le **rapport du GTEPU** [A/HRC/13/15], le Bélarus souligne la nécessité de mieux protéger les droits des

PA (§ 22 ; aussi Brésil, § 26). Le Canada prend note des efforts pour aborder les défis relatifs au développement social des PA, et dans le domaine du système judiciaire (§ 31). Le Panama salue la Commission sur les affaires électorales autochtones, et les efforts bilatéraux sur la migration autochtone (§ 64). Le Pérou s'enquiert du projet de loi sur le développement autonome des peuples autochtones (aussi Espagne, § 34) et de la Commission nationale sur les affaires autochtones (§ 72). Le Ghana souligne le niveau de vie bas des enfants autochtones et leur accès limité à l'éducation et à la santé (aussi Équateur, § 75), et les conditions de travail et de logement défavorables des PA (§ 73 ; aussi Turquie, § 24). Le Guatemala s'enquiert des politiques pour améliorer l'intégration des PA (§ 74). Le Costa Rica souligne la promotion des langues autochtones, l'amélioration de l'offre de santé et d'éducation dans les communautés autochtones, et rappelle les progrès institutionnels et législatifs mentionnés (§ 40).

Parmi les **recommandations** du rapport que le Costa Rica soutient (§ 89), le Brésil recommande de poursuivre les efforts pour combattre l'impunité, les violations des droits de l'homme et la discrimination à l'égard des PA (55). Le Ghana recommande l'accroissement de la disponibilité de logements sociaux pour les PA (67), et la garantie d'un accès équitable des enfants autochtones aux services d'éducation et de santé (68 – le Costa Rica considère que ceci est en cours de mise en œuvre). La France recommande de satisfaire les besoins de base des PA et de combattre l'exclusion sociale (74). Le Pérou recommande de garantir que l'amélioration des droits économiques, sociaux et culturels profite aux PA. Parmi les recommandations que le Costa Rica s'est engagé à examiner (§ 91), le Panama recommande d'inclure la participation autochtone au processus de révision législative (11).

Dans sa **réponse** [A/HRC/13/15/Add.1], le Costa Rica souligne qu'en tant que partie à la Convention 169 de l'OIT, il consulte les PA sur les décisions qui les affectent.

Le projet de **Rapport de la 13^e session du CoDH** [A/HRC/13/L.10, § 674-697] ne mentionne pas les PA

Liste des abréviations	
<p>ACFN: Athabasca Chipewyan First Nation ACHR: Asian Centre for Human Rights ACPD: Action Canada pour la Population et le Développement ADHOC: Cambodian Human Rights and Development Association AHFD: Al-Hakim Foundation AHR: Advocates for Human Rights AI: Amnesty International AIANZ: Amnesty International Aoteaora New Zealand AICT: Association internationale contre la torture AIPP: Asian Indigenous Peoples Pact AIRT: Aoteaora Indigenous Rights Trust AITPN: Asian Indigenous and Tribal Peoples Network APN: Assemblée des Premières Nations APNQL: Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador ATLP: Association Tournée la page BABSEA: Bridges Across Borders South-East Asia BARCADH: Centro Regional de Derechos Humanos «Bartolomé Carrasco Briseño» BCM: Bar Council of Malaysia CAPAJ: Comisión Jurídica para el Autodesarrollo de los Pueblos Originarios Andinos CAPDTC: China Association for Preservation and Development of Tibetan Culture CAT: Comité de l'ONU contre la torture CCDE: Coalition canadienne pour les droits de l'enfant CCDP: Commission canadienne des droits de la personne CDHUDP: Centro de Derechos Humanos de la Universidad Diego Portales, Chile CDPEO: Consorcio para el Diálogo Parlamentario y la Equidad, Oaxaca CED: Centre pour l'environnement et le développement, Cameroun CEDAW: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes CERD: Comité de l'ONU pour l'élimination de la discrimination raciale CESCR: Comité de l'ONU des droits économiques, sociaux et culturels CHS: Corporación Humanas – Santiago, Chile CISA: Consejo Indio de Sudamérica CLN: Comité de Liberación 25 de Noviembre CMW: Comité de l'ONU des travailleurs migrants CNDH: Comisión Nacional de los Derechos Humanos, México</p>	<p>FL: France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand FNS: First Nations Summit, British Columbia FORUMASIA: Asian Forum for Human Rights and Development GCC: Grand Conseil des Cris ICERD: Convention internationale sur l'élimination de la discrimination raciale ICTJ: International Centre for Transitional Justice IDMC: Internal Displacement Monitoring Centre II: Interfaith International IITC: International Indian Treaty Council INET: Indigenous Network on Economics and Trade IOIRD: Organisation internationale de développement des ressources autochtones IPLPP-UA: Indigenous Peoples Law and Policy Program of the University of Arizona IRPP: Institute on Religion and Public Policy IWA: Indigenous World Association IWGIA: International Work Group for Indigenous Affairs JOAS: Jaringan Orang Asal SeMalaysia KKF: Khmer Kampuchea-Krom Federation KKKHRA: Khmer Kampuchea Krom Human Rights Association LBT: Louis Bull Tribe, Canada LCAC: Land Claims Agreements Coalition, Canada LCDP: Loi canadienne sur les droits de la personne LDL: Ligue des droits et libertés LICADHO: Cambodian League for the Promotion and Defence of Human Rights LIMEDDH: Liga Mexicana por la Defensa de los Derechos Humanos LLIN: Lubicon Lake Indian Nation MDH: Maison des droits de l'homme, RDC MHFNZ: Mental Health Foundation New Zealand MLA: Maya Leaders' Alliance, Belize MNICR: Mesa Nacional Indígena de Costa Rica MoCN: Montana Cree Nation NCHR: Norwegian Centre for Human Rights NNHRCO-TDT: National Network of Human Rights Civil Organizations «Todos los Derechos para Todas y Todos», México NOC: Norwegian Ombudsman for Children NWAC: Native Women's Association of Canada NZEI: NZEI Te Riu Roa, New Zealand NZHRC: New Zealand Human Rights Commission OCDH: Observatoire congolais des droits de l'homme</p>

<p>CNDHL: Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés, Cameroun COHRE: The Centre on Housing Rights and Evictions COMANGO: Coalition of Malaysian NGOs in the UPR process CPJ: Citizens for Public Justice, Canada CRC: Comité de l'ONU des droits de l'enfant CS: Cultural Survival CSI: Confédération syndicale internationale CSW: Christian Solidarity Worldwide CTSFN: Confederacy of Treaty Six First Nations DHRCR: Defensoría de los Habitantes de la República de Costa Rica ECLJ: European Centre for Law and Justice ECN: Ermineskin Cree Nation ECRI: European Commission against Racism and Intolerance EDUCA: Servicios para una educación alternativa, México EHRCO: Ethiopian Human Rights Council EIP: Association mondiale pour l'école instrument de paix FAFIA: Feminist Alliance for International Action FI: Franciscans International FIACAT: Fédération internationale de l'action des chrétiens pour l'abolition de la torture FIDH: Fédération internationale des ligues des droits de l'homme</p>	<p>OCRDESCA: Organizaciones Civiles y Redes sobre la situación de los Derechos Económicos, Sociales, Culturales y Ambientales en México OCT: Observatorio Ciudadano – Temuco ODVV: Organization for Defending the Victims of Violence OHRJC: Oromia Human Rights and Justice Council OSCEPU: Organisations de la société civile pour l'EPU, Mexique RADDH: Rencontre africaine pour la défense des droits de l'homme RAIPON: Russian Association of Indigenous Peoples of the North REDH-JV: Red de Encuentro Dominicano Haitiano Jacques Viau RSPA: Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones RSSG: Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU SCN: Samson Cree Nation SPM: Société pour les peuples menacés SUHAKAM: Human Rights Commission of Malaysia TUPRF: Tibetan UPR Forum</p>
--	--

Publié le 7 décembre 2010 16

UPDATE 92-93 doCip Juillet / Novembre 2010